

Septembre 2009 - N° 81

Territoires et Insertion par l'Activité Economique

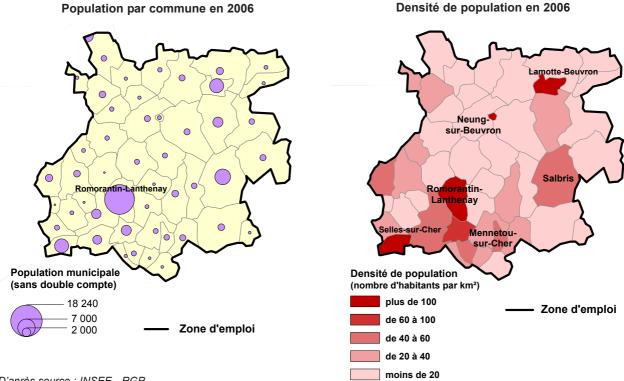
Diagnostic de la Zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay

SOMMAIRE

Eléments de cadrage	La création d'entreprises a du succès	1
-	•	
Une dynamique démographique modérée2	Le marché du travail	14
Un faible niveau de qualification dans le bassin	Le chômage repart à la hausse	14
de Romorantin	Les métiers en tension	1
Un revenu moyen globalement peu élevé	Les allocataires de minima sociaux	16
Logement et hébergement	L'offre d'insertion	17
Des tensions sur le marché du logement4	Une offre restreinte	17
Un parc de logements sociaux réparti sur plusieurs communes4	Répartition géographique des salariés en insertion	18
Concentration des structures d'hébergement d'insertion ou de transition au sud du territoire	Un taux d'équipement équilibré entre les zones d'emploi du Loir-et-Cher	19
Le train prend une part importante dans le réseau	Des taux de sortie inférieurs à ceux attendus	20
de transports collectifs	Caractéristiques et indicateurs sur le suivi et	
Les territoires aidés	l'accompagnement des publics visés	2
La Zone Urbaine sensible de Saint-Marc	Un public principalement masculin, bénéficiaire du RMI,	
Les quartiers du Contrat Urbain de Cohésion Sociale	peu qualifié	2
de Romorantin	Des difficultés sociales particulièrement marquées	22
Zones de revitalisation rurale	L'accompagnement des publics	23
Le contexte économique	Un recrutement uniquement sur prescription	
Un bassin fortement marqué par la destruction massive	L'accompagnement des publics dans leur parcours	2
d'emplois industriels	Préparation de la sortie	2
L'activité économique présente certaines spécificités 10	L'intervention des partenaires dans les parcours	23
Un tissu de petites entreprises	L'offre de formation	24

Elements de cadrage

Une dynamique démographique modérée



D'après source : INSEE - RGP

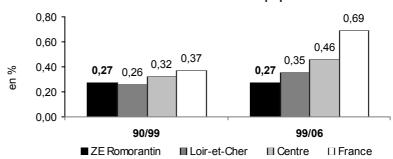
- > 71 000 habitants en 2006. 21,8 % de la population du Loir-et-Cher.
- > Une concentration de la population sur le pôle de Romorantin, la vallée du Cher et l'axe de la RN20.
- > Des zones moins peuplées au centre
- > Un taux de variation annuel moyen identique à celui de la période précédente, alors qu'il s'est accru, parfois fortement, dans les autres territoires.
- > Une croissance démographique récente et amplifiée depuis 1999 dans les 3 communautés de communes formant les limites nord et ouest.
- > Une perte de population pour Romorantin et sa communauté entre 1999 et 2006.
- > Une dépopulation pour Salbris et sa communauté, déjà constatée entre 1990 et 1999, et qui s'est poursuivie dans la période récente.
- ➤ Une densité de population nettement inférieure à la moyenne du département et à celle de la région

ZE Romorantin: 36,2 hab/km²

Loir-et-Cher: 51,3 Centre: 64,4 France: 100

La carte présente une analyse par communautés de commune ou d'agglomération auxquelles ont parfois été ajoutées les communes isolées limitrophes.

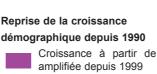
Taux de variation annuel de la population



D'après source : INSEE - RGP

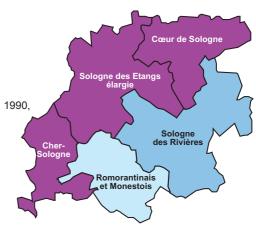
Typologie territoriale de l'évolution de la population depuis 1982

Décroissance démographique Perte depuis 1990



Perte depuis 1999

Croissance à partir de 1990,



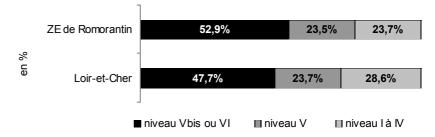
D'après source : INSEE - RGP

Un faible niveau de qualification dans le bassin de Romorantin

➤ Plus de la moitié de la population active (y compris les étudiants) de 1999 (dernières données disponibles) se trouve avec un très faible niveau de formation, 5 points de plus qu'en moyenne départementale.

Niveau de formation: I: diplôme de niveau Bac + 4 et au-dessus; II: diplôme de niveau Bac + 3; III: diplôme de niveau Bac + 2; IV: diplôme de niveau Bac; V: diplôme de niveau BEP, CAP; V bis: diplôme de niveau BEPC, fin de seconde ou de première sans diplôme; VI: certificat d'études, fin de formation générale ou aucune formation scolaire.

Niveau de qualification de la population en 1999



D'après source : INSEE - RGP

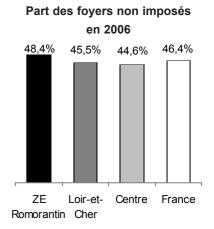
Un revenu moyen globalement peu élevé

- ➤ Le revenu moyen de la zone d'emploi est de 19 689 euros en 2006. Il est assez nettement inférieur à la moyenne départementale (20 751 euros); l'écart est encore plus important avec la moyenne régionale (21 077 euros).
- > Des disparités importantes sont observées entre les communes. Elles sont toutefois plus limitées que dans les 2 autres bassins.
- ➤ Plus de 48 % des foyers n'ont pas été imposés en 2006. Cette proportion est plus élevée que dans les territoires de référence. La géographie des revenus montre que les ménages disposant d'un fort potentiel de ressources sont principalement concentrés dans les communes résidentielles autour de Romorantin.
- > Les communes où l'on enregistre les proportions les plus élevées de ménages non imposés, en dehors de la villecentre, sont surtout localisées dans la partie ouest du territoire, notamment dans la région de Neung-sur-Beuvron.

Ecart avec le revenu moyen régional en 2006 1,5% -1,5% -4,4% -6,6% ZE Blois ZE ZE Romo- Loir-et-



Vendôme

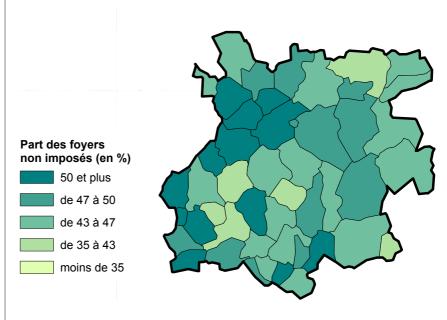


apres source : Ministère des finances

rantin

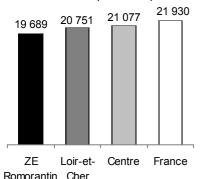
Part des foyers non imposés par commune en 2006 (en %)

Cher



D'après source : Ministère des finances

Revenu moyen par foyer fiscal en 2006 (en euros)



D'après source : Ministère des finances

Logement et hébergement

- > Globalement, le parc de logements sociaux du Loir-et-Cher est l'un des plus restreints de la région. Il représente moins de 15 % des résidences principales (17 % dans le Centre).
- ➤ La Zone d'emploi de Romorantin regroupe 4 570 logements sociaux en 2006, soit 22 % du parc départemental ; la proportion est plus élevée pour les logements individuels (31 %).
- ➤ Le parc est beaucoup plus réparti qu'en Blaisois et en Vendômois. Romorantin ne détient que 39 % du parc de la zone (49 % pour le collectif) et moins de 9 % du total départemental.

Des tensions sur le marché du logement

Le diagnostic réalisé récemment par l'Observatoire (parution imminente) a permis de mettre en évidence des tensions particulières sur le marché du logement au sein du bassin Romorantinais :

- **prix moyen des terrains à bâtir élevé** dans la région de Lamotte-Beuvron, en raison notamment d'une **demande forte** ;
- une forte demande de terrains à bâtir en vallée du Cher ;
- un montant moyen de transactions élevé pour les maisons ;
- un **niveau de loyer élevé** dans le parc privé dans la partie est du territoire (proche du Loiret).

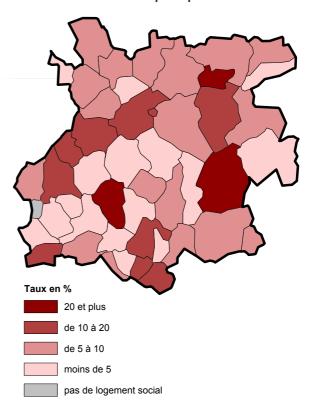
Par rapport à d'autres parties du territoire départemental, le marché du logement en Sologne est impacté à la fois par le desserrement urbain (Orléans) et la demande en résidences secondaires.

Un parc de logements sociaux réparti sur plusieurs communes

Nombre de logements locatifs sociaux par commune au 01/01/06

Nombre de logements sociaux des organismes HLM par commune 2 500 Individuel Collectif

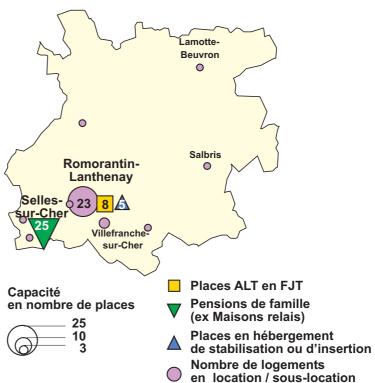
Nombre de logements sociaux rapporté au nombre de résidences principales



D'après source : DDEA - EPLS, fichier des logements conventionnés et FILOCOM - 2005

Concentration des structures d'hébergement d'insertion ou de transition au sud du territoire

Dispositifs d'hébergement d'insertion ou de transition et capacités d'accueil



D'après sources : Préfecture, DDEA, PACT de Loir-et-Cher, CIAS

Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) :

Action socio-éducative avec hébergement, dans certains cas adaptation à la vie active de personnes ou familles en détresse, en vue de les aider à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale.

Allocation de logement temporaire (ALT) :

Aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées ne pouvant accéder directement à un logement autonome.

Hébergement de stabilisation :

Accompagnement social "léger" aux personnes hébergées pendant le temps nécessaire à la stabilisation de leur projet et à leur orientation vers un logement autonome ou vers une structure adaptée à leur situation. Ce dispositif vise notamment des personnes désocialisées, à la rue depuis de nombreuses années et en rupture avec les structures d'accueil classique.

Pension de famille (appelées Maison Relais jusqu'en 2009) :

Accueil sans limitation de durée des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme. Les personnes bénéficient d'un accompagnement par les services sociaux ou médico-sociaux.

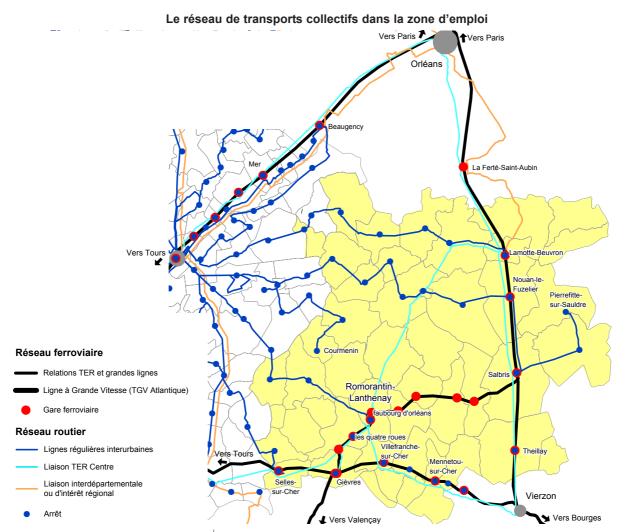
La pension de famille est gérée par un hôte ou un couple d'hôtes qui assure l'animation et le fonctionnement.

Logement en sous-location :

La sous-location consiste à mettre à disposition d'un ménage un appartement dont il assume le loyer et les charges. Le gestionnaire assume le risque locatif. Un accompagnement social est préconisé pour faire de cette expérience du logement une étape d'insertion. En Loir-et-Cher, certains organismes (ALGIM, CIAS) sont également propriétaires de logements qu'ils proposent en location.

- > L'offre d'hébergement d'insertion ou de transition s'est étoffée et diversifiée en Loir-et-Cher au cours des dernières années.
- > Les CHRS sont localisés à Blois et Mer.
- > Dans la zone d'emploi, les places d'accueil sont essentiellement réparties entre Romorantin et Selles-sur-Cher.
- > On recense notamment une pension de famille et plus d'une trentaine de logements en **location/sous-location**.
- ➤ Notons que le FJT résidence sociale de la Majo dispose d'une capacité d'accueil totale de 60 places dont 8 places en ALT, destinées à un public rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome.

Le train prend une part importante dans le réseau de transports collectifs



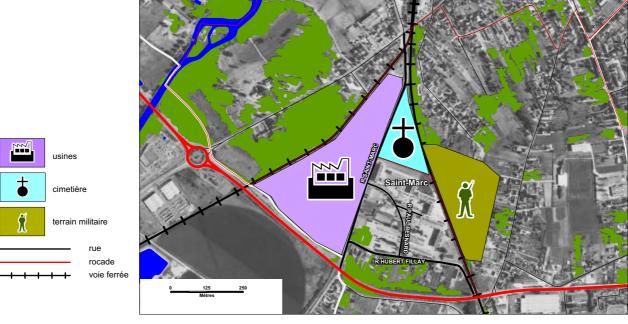
- > Le réseau de bus se compose principalement d'axes radiaux qui convergent vers Blois. Les déplacements transversaux apparaissent de ce fait très difficiles. Hormis les scolaires, il semble d'ailleurs peu utilisé pour des déplacements quotidiens.
- ➤ La mise en place par le Conseil Général de Loir-et-Cher, à compter du 1er septembre 2009, d'une tarification unique d'un montant de 2 euros par voyage quel que soit le trajet effectué sur le réseau départemental interurbain pourrait cependant favoriser une utilisation plus régulière par les salariés.
- ➤ Le réseau ferré est davantage utilisé pour les migrations domicile-travail (ou établissement scolaire) en raison de la qualité du cadencement. Les trois lignes présentes sur le territoire desservent près d'une vingtaine de communes.
- > Au total, une quinzaine de communes ne bénéficient d'aucun service de transport collectif et 2 ne sont desservies qu'en période scolaire.

D'après sources : SNCF, TLC, SIMPLON, Blanc-Argent, BOUTET, RVL, Transbeauce

Les territoires aidés

La Zone Urbaine sensible de Saint-Marc

Le quartier Saint-Marc



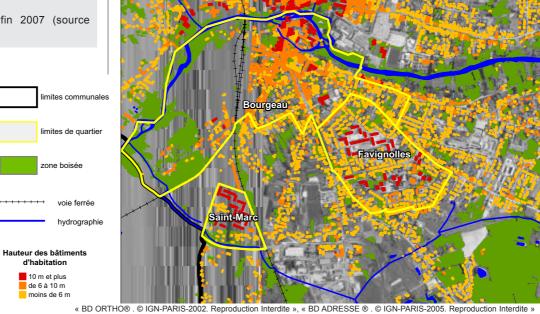
« BD ORTHO® . © IGN-PARIS-2002. Reproduction Interdite »

- > Une Zone Urbaine Sensible : Saint-Marc.
- > 3 quartiers concernés par le CUCS (contrat urbain de cohésion sociale): Saint-Marc et les Favignolles en priorité 2, le Bourgeau en priorité 3.

Quelques éléments chiffrés sur la **ZUS de Saint-Marc**

- > 1 026 habitants en 1999 (données de 2006 non disponibles).
- > 70 chômeurs (cat1) au 31/12/08 (- 3 % en un an).
- > 8 entreprises fin 2007 (source INSEE).

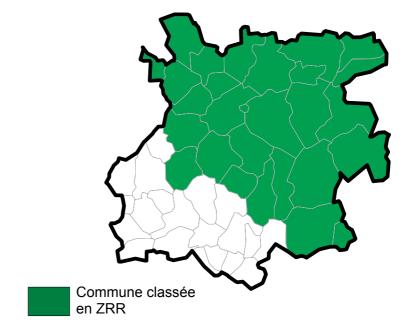
Les quartiers du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Romorantin



d'habitation 10 m et plus de 6 à 10 m moins de 6 m

Zones de Revitalisation Rurale (ZRR)

Les communes classées en ZRR dans la zone d'emploi de Romorantin



D'après source : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Quelques éléments chiffrés sur la Zone de Revitalisation Rurale

- \succ 28 communes en 2009 dans la zone d'emploi.
- \succ 31 847 habitants en 2006 (45 % de la population du bassin).
- \gt 1 240 personnes de plus depuis 1999 (+ 4,0 % moyenne des ZRR du département : + 5,3 %).
- > **884 chômeurs** (cat1) au 31/12/08 (39 % des chômeurs de la zone).

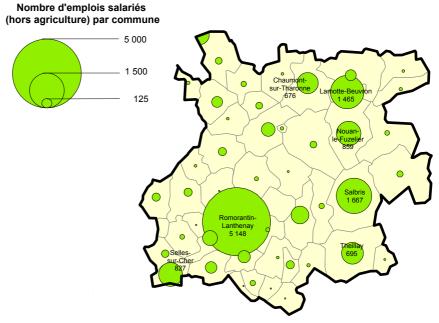
Ces zones regroupent des territoires ruraux qui rencontrent des difficultés particulières : faible densité démographique, handicap structurel sur le plan socio-économique. Le classement en ZRR permet aux entreprises de ces territoires de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux.

Le contexte économique

Un bassin fortement marqué par la destruction massive d'emplois industriels

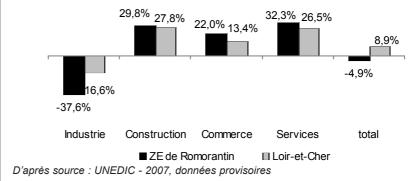
- ➤ Près de 15 000 emplois salariés dans le secteur privé non agricole du bassin.
- > Une répartition géographique assez équilibrée des emplois sur le territoire.
- ➤ La structure par grand secteur montre que le **poids de l'industrie est encore important** en Romorantinais, alors que les services sont moins développés que dans les territoires de référence.
- > En 10 ans, le bassin de Romorantin a perdu près de 800 emplois, soit un repli de 5 %. Après la confection et l'armement, le territoire a subi un séisme majeur avec la fermeture de Matra Auto.
- > Les pertes industrielles ont en bonne partie été compensées par des gains dans les autres secteurs.
- > La création d'emploi a été dynamique dans le commerce (+ 22 %) et la construction (+ 29 %).
- > Toutefois, le véritable moteur de l'emploi se trouve dans les services (1 300 emplois créés, soit un tiers de plus en 10 ans).
- ➤ Le pôle de Romorantin a perdu près de 1 500 emplois (- 20 %), mais des destructions de postes ont également concerné les cantons de Neung et de Mennetou.
- ➤ En revanche, une **nouvelle dyna- mique** s'est enclenchée à **Salbris**(+ 610 emplois, + 24 %) et, dans une
 moindre mesure, **Selles-sur-Cher**(+ 190 postes, + 15 %). Le canton de
 Lamotte-Beuvron a enregistré une augmentation plus modérée (+ 5 %).

Nombre d'emplois salariés du secteur privé non agricole au 31/12/2007 par commune

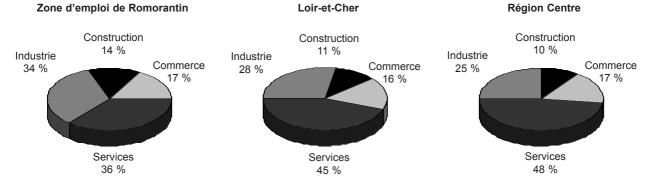


D'après source : UNEDIC - 2007, données provisoires

Evolution du nombre d'emplois salariés du secteur privé non agricole entre 1998 et 2007



Répartition comparée du nombre d'emplois salariés du secteur privé par grand secteur en 2007



D'après source : UNEDIC - 2007, données provisoires

L'activité économique présente certaines spécificités

- > Compte tenu du poids de l'industrie, c'est dans ce secteur que l'on remarque des spécificités parfois fortes. C'est le cas pour les matières plastiques, les produits minéraux et les industries diverses. Malgré la fermeture de Matra, la fabrication de matériel de transport (équipementiers, vélos électriques...) tient encore une place non négligeable.
- > Le poids de la **construction** est également supérieur à la moyenne régionale. Il est spécialement important dans les cantons de Neung et Mennetou.
- > Dans les activités tertiaires, le tissu économique de la zone d'emploi présente une spécificité dans l'hôtellerie-restauration; la présence de Center Parcs n'y est pas étrangère.

La spécificité se mesure par l'intermédiaire d'un indice calculé ainsi :

part de la branche N dans le total des emplois du territoire

part de la branche N dans le total des emplois de la région

Les données utilisées sont celles de l'Unedic au 31/12/2007 (provisoires).

Un indice supérieur à 1 est signe d'une spécificité du périmètre dans l'activité concernée.

Précisions de nomenclature

- les équipementiers automobiles se trouvent dans la branche "Fabrication de matériel de transport";
- la rubrique "Immobilier, location et services aux entreprises" comprend l'intérim, quelle que soit la branche dans laquelle travaillent les salariés.

Ne figurent dans ces tableaux par canton que les activités ayant un nombre d'emploi significatif par rapport au total.

Spécificité de l'activité économique de la zone d'emploi

Intitulé de la nomenclature	Nb	Indice de
des activités (31 postes)	emplois	spécificité
Extraction de produits non énergétiques	29	1,62
Industries agricoles et alimentaires	312	0,67
Industrie textile et habillement	2	0,02
Industrie du cuir et de la chaussure	0	0,00
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	111	1,54
Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	197	0,72
Industrie chimique	67	0,21
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1 024	3,09
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	353	2,16
Métallurgie et travail des métaux	667	1,18
Fabrication de machines et équipements	626	1,32
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	470	1,14
Fabrication de matériel de transport	524	2,09
Autres industries manufacturières	568	3,42
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	40	0,76
Construction	2 007	1,34
Commerce ; réparation automobile et d'articles domestiques	2 493	0,97
Hôtels et restaurants	1 243	1,92
Transports et communications	386	0,46
Activités financières	182	0,45
Immobilier, location et services aux entreprises	1 772	0,62
Administration publique	28	0,15
Education	105	0,49
Santé et action sociale	1 260	0,98
Services collectifs, sociaux et personnels	449	0,63
TOTAL	14 915	-

D'après source : UNEDIC - 2007 (données provisoires)

Spécificités significatives par canton

Canton de Lamotte-Beuvron	Nb emplois	Indice de spécificité
Industries agricoles et alimentaires	131	1,28
Métallurgie et travail des métaux	265	2,14
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	251	2,77
Fabrication de matériel de transport	209	3,81
Hôtels et restaurants	716	5,05
Santé et action sociale	462	1,65
TOTAL	3 266	-

Canton de Mennetou-sur-Cher		Indice de spécificité
Construction	187	3,75
Santé et action sociale	57	1,33
TOTAL	498	-

Canton de Neung-sur-Beuvron		Indice de spécificité
Construction	344	4,29
TOTAL	800	-

D'après source : UNEDIC - 2007 (données provisoires)

Cantons de Romorantin	Nb	Indice de
		spécificité
Industrie du caoutchouc et des plastiques	320	2,51
Fabrication de machines et équipements	235	1,29
Fabrication de matériel de transport	297	3,08
Autres industries manufacturières	381	5,96
Commerce	1 272	1,28
TOTAL	5 744	-

Canton de Salbris	Nb emplois	Indice de spécificité
Industrie du caoutchouc et des plastiques	539	7,72
Fabrication de machines et équipements	310	3,10
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	103	1,18
Autres industries manufacturières	126	3,60
Construction	362	1,15
Hôtels et restaurants	175	1,28
TOTAL	3 148	-

Canton de Selles-sur-Cher	Nb	Indice de
	emplois	spécificité
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	227	14,18
Construction	332	2,27
Santé et action sociale	153	1,22
TOTAL	1 459	-

D'après source : UNEDIC - 2007 (données provisoires)

Un tissu de petites entreprises

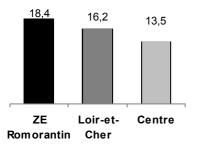
Répartition des entreprises ressortissantes de la CCI par activité et par taille en 2008 Zone d'emploi de Romorantin

	Moins	de 10	de 20	de 50	de 100	Plus	Total
	de 10	à 19	à 49	à 99	à 249	de 250	
Agriculture, sylviculture et pêche	120	1	1				122
Industries extractives	3	1					4
Industrie manufacturière	197	23	22	11	10	2	265
Production et distribution d'électricité, de gaz,							
de vapeur et d'air conditionné	6						6
Production et distribution d'eau ; assainissement,							
gestion des déchets et dépollution	14		1				15
Construction	308	31	11	2			352
Commerce ; réparation d'automobiles et							
de motocycles	710	21	17	2	2		752
Transports et entreposage	40	5		3			48
Hébergement et restauration	243	7	5			1	256
Information et communication	33	1					34
Activités financières et d'assurance	78	2					80
Activités immobilières	66	2					68
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	114	6	1				121
Activités de services administratifs et de soutien	88	2	3				93
Enseignement	22	1					23
Santé humaine et action sociale	9	6	1	1			17
Arts, spectacles et activités récréatives	52						52
Autres activités de services	141	1					142
TOTAL	2 244	110	62	19	12	3	2 450

Source: CCI de Loir-et-Cher (décembre 2008)

- ➤ 9 entreprises sur 10 de l'industrie, du commerce et des services (CCI) comptent moins de 10 salariés. A l'opposé, un peu plus d'1 sur 100 seulement en compte plus de 50.
- > Dans l'industrie manufacturière, on recense 12 établissements de 100 salariés et plus.
- > Dans l'artisanat, deux activités dominent nettement : le Bâtiment (46 % des entreprises) et les transports-services (29 %).
- > Au cours de la décennie, l'artisanat a retrouvé un nouveau souffle. Le territoire a gagné 230 entreprises, principalement dans les branches déjà citées.
- > La densité artisanale de la zone d'emploi est supérieure à celle du département, qui est elle-même sensiblement plus élevée que celle de la région.

Densité artisanale pour 1 000 habitants en 2008



D'après sources : Chambre de Métiers et de l'Artisanat - INSEE

Répartition des entreprises artisanales et des emplois par activité en 2008 - Zone d'emploi de Romorantin

	Nb d'entreprises	Part (%)	Nb d'emplois	Part (%)
Alimentation	151	11,6	216	9,9
Travail des métaux	59	4,5	257	11,8
Textile, habillement, cuir	11	0,8	3	0,1
Bois et ameublement	44	3,4	107	4,9
Autres fabrications	62	4,8	114	5,2
Bâtiment	602	46,2	1 020	46,9
Transport, réparation, autres service	s 375	28,8	460	21,1
Total	1 304	100	2 177	100

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher (décembre 2008)

Evolution des entreprises artisanales par activité entre 2000 et 2008 - Zone d'emploi de Romorantin

				Evolution 20	00-2008
	2000	2007	2008	Nb d'entrep.	%
Alimentation	160	152	151	- 9	- 5,6
Travail des métaux	54	61	59	+ 5	ns
Textile, habillement, cuir	10	10	11	+ 1	ns
Bois et ameublement	47	44	44	- 3	ns
Autres fabrications	50	57	62	+ 12	ns
Bâtiment	449	579	602	+ 153	+ 34,1
Transport, réparation,					
autres services	306	361	375	+ 69	+ 22,5
Total	1 076	1 264	1 304	+ 228	+ 21,2

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher (décembre 2008) ns : non significatif

La création d'entreprises a du succès

Avertissement

Données par arrondissement (et non zone d'emploi)

- > Les données 2008 sont encore provisoires, en particulier pour les radiations. Les conclusions sont donc à tirer avec beaucoup de précautions.
- ➤ Depuis 2004, le mouvement de création d'entreprises a connu un grand essor en France. Le Loir-et-Cher en a également bénéficié.
- ➤ C'est également la cas de l'arrondissement de Romorantin, où le nombre de créations a progressé régulièrement. A noter que l'année 2008 a été particulièrement dynamique, ce qui n'est pas le cas dans tous les territoires. La part du bassin dans le total départemental s'est hissée à plus de 30 %.
- ➤ Les créations ont pour l'essentiel conforté le secteur des services et en particulier ceux destinés aux entreprises. Mais le mouvement a également été très profitable pour la construction et l'industrie.

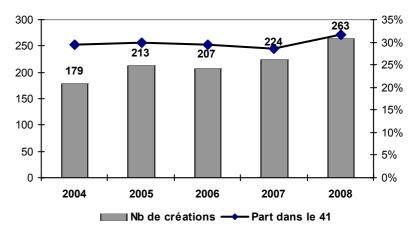
- > La création d'entreprises artisanales a, elle aussi, connu une très nette recrudescence entre 2005 et 2007.
- L'arrondissement de Romorantin en a très largement profité. Son poids dans le total des créations, qui avait fléchi en 2003, s'est repris ensuite. En 2008, il atteint plus de 30 %, contre moins de 22 % en 2000.

Immatriculations et radiations d'entreprises ressortissantes de la CCI de Loir-et-Cher (mouvements purs) - Arrondissement de Romorantin

		Immatriculations		Radiations			Solde	
		2007	2008*	Var.	2007	2008*	Var.	2007
Agric	ulture	18	14	- 4	6	7	+ 1	+ 12
Indus	strie	19	12	- 7	8	8	0	+ 11
Cons	truction	42	57	+ 15	20	23	+ 3	+ 22
Tertia	nire	145	180	+ 35	106	96	- 10	+ 39
dont	Commerce	79	72	- 7	70	57	- 13	+ 9
	Hôtel, café, rest.	10	12	+ 2	5	8	+ 3	+ 5
	Transports	6	6	0	5	3	- 2	+ 1
	Services aux entrep.	40	64	+ 24	23	18	- 5	+ 17
	Serv. collectifs, santé	10	26	+ 16	3	10	+ 7	+ 7
Tota	l	224	263	+ 39	140	134	- 6	+ 84

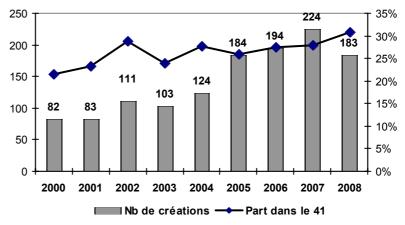
Source : CCI de Loir-et-Cher- *2008 : données provisoires

Evolution des créations d'entreprises ressortissantes de la CCI de Loir-et-Cher (mouvements purs) - Arrondissement de Romorantin



D'après source : CCI de Loir-et-Cher- *2008 : données provisoires

Evolution des créations d'entreprises artisanales Arrondissement de Romorantin



D'après source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher

Le marché du travail

Le chômage repart à la hausse

> Après un recul ininterrompu entre 2004 et 2007, le **nombre de demandeurs** d'emploi de catégorie 1 a **augmenté en 2008**, en liaison avec le retournement de conjoncture.

➤ Dans la Zone d'emploi de Romorantin, l'évolution est nettement plus modérée que dans l'ensemble du Loir-et-Cher : + 7 %, contre + 18 %. Elle est également inférieure aux moyennes de la région et de la France.

➤ Mise en place d'une nouvelle comptabilisation du chômage en 2009 (voir encadré ci-dessous). En Loir-et-Cher, au 30 avril (en données corrigées des variations saisonnières):

Cat A: 11 890 (+ 34 % en un an) Cat A+B+C: 18 391 (+ 19 % en un an).

La mise en œuvre de nouvelles règles de comptabilisation des chômeurs à partir de février 2009 perturbe singulièrement la production des statistiques par zone d'emploi. Aucune référence à des données antérieures ne peut pour l'instant être fournie. Seule une analyse en structure peut être réalisée. Nouvelles catégories :

Cat A: personnes immédiatement disponibles, n'ayant pas du tout travaillé le mois précédent Cat B: personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé moins de 78 h le mois précédent

Cat C : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé plus de 78 h le mois précédent

Taux de chômage au 31/12/2008 (le dernier connu pour les ZE)

ZE Romorantin : 6,9 % Loir-et-Cher : 6,8 % Centre : 6,9 % France : 7,8 %

Données relatives aux catégories A, B et C cumulées

> 3 821 demandeurs au 28 février 2009 (21,5 % du total départemental), dont 2 462 en cat A.

> Une proportion de **femmes** un peu supérieure à la moyenne du Loir-et-Cher.

> 17 % de jeunes de moins de 25 ans.

> 33 % de chômeurs de longue durée (1,5 point de plus que dans le département), soit 1 250 demandeurs.

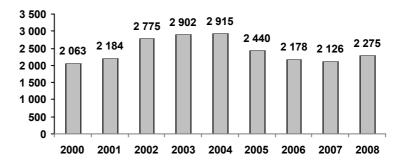
➤ Plus de **58 % de demandeurs qualifiés** (moins de 61 % en Loir-et-Cher).

> 52 % sont employés (54 % dans le département).

OS : Ouvrier Spécialisé OQ : Ouvrier Qualifié ENQ : Employé Non Qualifié EQ : Employé Qualifié

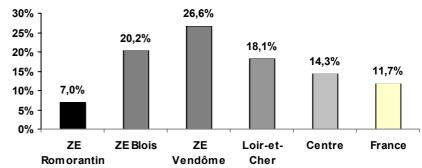
TAM : Technicien, Agent de Maîtrise

Evolution du chômage (DEFM1) au 31/12 depuis 2000 - ZE Romorantin



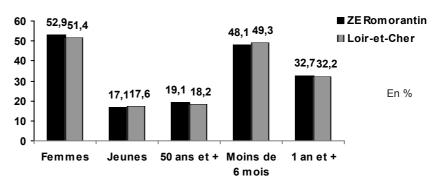
D'après source : Pôle emploi

Evolution comparée du chômage (DEFM1) en 2008



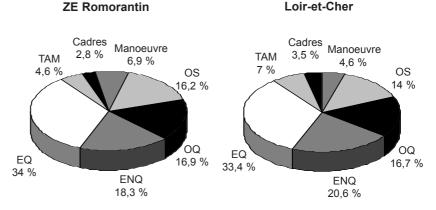
D'après source : Pôle emploi

Quelques caractéristiques des demandeurs d'emploi en février 2009



D'après source : Pôle emploi

Répartition des demandeurs d'emploi par qualification



D'après source : Pôle emploi

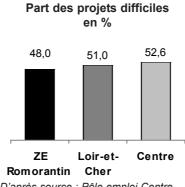
Les métiers en tension

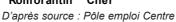
- > 771 projets de recrutement.
- > 48 % sont jugés difficiles, proportion légèrement inférieure aux moyennes du département et de la région. A noter que les difficultés apparaissent moins prégnantes que l'année précédente, quel que soit le territoire.
- > Une proportion importante de recrutements saisonniers (38 %).
- > Les 5 métiers les plus recherchés regroupent 36 % du total des recrutements envisagés, contre 30 % en Loiret-Cher et 26 % dans le Centre.
- > 2 des 5 premiers postes appartiennent à la branche de l'hôtellerie-restauration. A noter que les employés de maison comprennent les aides à domicile. Les besoins sont évidemment liés au développement des services à la personne.

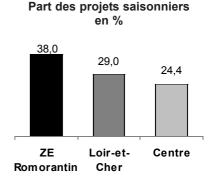
Aucune donnée n'est pour l'instant disponible sur le rapprochement entre offre et demande d'emploi en 2008.

Les seuls éléments mobilisables sont issus de l'enquête sur les besoins en main d'œuvre réalisée par les Assedic en région Centre en décembre 2008 pour les recrutements prévus en 2009. Compte tenu de l'évolution de la conjoncture, ces indications sont à considérer avec la plus grande prudence.

Besoins en main d'oeuvre 2008







D'après source : Pôle emploi Centre

Les 5 métiers les plus recherchés

Zone d'emploi de Romorantin

	Nombre	Part en %
Caissiers, employés de		
libre-service	66	8,6
Employés et agents de		
maîtrise de l'hôtellerie	57	7,4
Cuisiniers	55	7,1
Employés de maison		
et assistantes maternelles	50	6,5
Agents d'entretien	50	6,5

D'après source : Pôle emploi Centre

Loir-et-Cher

	Part en %
Employés et agents de	
maîtrise de l'hôtellerie	9,7
Représentants, VRP	6
Cuisiniers	4,9
Agents d'entretien	4,8
Employés de maison	
et assistantes maternelles	4,2

Région Centre

	Part
	en %
Employés de maison	
et assistantes maternelles	6,6
Employés et agents de	
maîtrise de l'hôtellerie	6,0
Animateurs socioculturels	5,9
représentants, VRP	4,2
Agents d'entretien	3,6

Les allocataires de minima sociaux

- La zone d'emploi compte près de 2 400 personnes en âge d'être actifs bénéficiaires de minima sociaux.
- > Le taux d'allocataires de minima sociaux pour 1 000 habitants (33,6) est supérieur à celui observé en moyenne départementale (de près de 3 points).
- ➤ Alors que les bénéficiaires de l'API et de l'AAH sont davantage présents dans le Blaisois, la zone d'emploi de Romorantin enregistre une proportion un peu plus élevée d'allocataires du RMI (près de 15 pour 1 000 habitants contre 10 ‰ dans le Vendômois et moins de 14 ‰ dans le Blaisois).
- ➤ On relève également dans la zone d'emploi des taux élevés de bénéficiaires de l'ASS (versée aux demandeurs d'emploi qui arrivent au terme de leurs droits à l'Aide au Retour à l'Emploi). Proche de 7 ‰, contre 5 à 6 ‰ dans les deux autres territoires, il atteint 9 ‰ dans la ville de Romorantin et est supérieur à 7 dans les cantons de Romorantin sud et de Selles-sur-Cher.
- ➤ La ville de Romorantin-Lanthenay concentre une proportion élevée de bénéficaires du RMI (48 % des bénéficiaires du territoire, 11 % de ceux du département). Leur nombre y a fortement augmenté dans la période récente : + 33 % en 3 ans, alors qu'il est resté quasiment stable sur l'ensemble du Loir-et-Cher (+ 1,2 % au cours de la même période) ou dans le reste de la zone d'emploi (+ 1,4 %).
- L'ancienneté moyenne dans le dispositif en Romorantinais est par conséquent inférieure à celle observée dans les autres secteurs. Elle est de 4 ans et 2 mois. Elle dépasse 5 ans dans les cantons de Neung-sur-Beuvron et Mennetou-sur-Cher.
- > 43 % des bénéficiaires sont dans le dispositif depuis plus de 3 ans (46,5 % en moyenne départementale).
- La zone d'emploi se caractérise par des bénéficiaires du RMI globalement plus âgés (40 % ont plus de 45 ans contre 35 % dans le Blaisois) et moins diplômé (54 % se trouvent sans diplôme ou n'ont suivi aucune scolarité).
- > Plus de la moitié des bénéficiaires n'ont aucune expérience professionnelle ou ont travaillé moins d'un an.

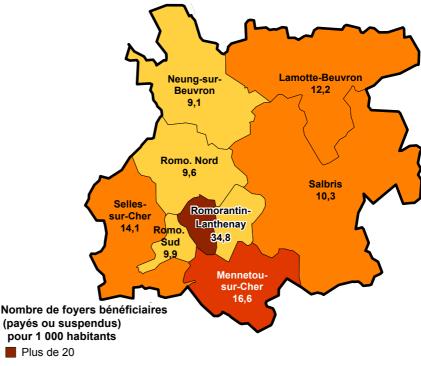
Nombre de bénéficiaires de minima sociaux au 31/12/2007

	Bassin d'emploi		Loir-et-Cher	Poids	
	nombre en 2007	taux pour 1 000 hab.	taux pour 1 000 hab.	du bassin d'emploi	
Allocataires du RMI	1 037	14,6	13,1	24 %	
Allocataires de l'ASS*	487	6,7	5,4	26	
Allocataires de l'AAH	736	10,4	10,1	22 %	
Allocataires de l'API	125	1,8	2,0	19 %	
Total	2 385	33,6	30,9	24 %	

^{*} En 2008, le nombre d'allocataires de l'ASS a baissé de façon significative : 412 allocatiaires, soit 5,8 bénéficiaires pour 1 000 habitants.

D'après sources : CAF, MSA, Pôle Emploi

Nombre de bénéficiaires du RMI pour 1 000 habitants par canton (présents dans le dispositif, payés ou suspendus)



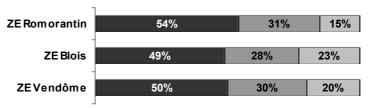
De 15 à 20

De 10 à 15

De 7 à 10

D'après sources : Conseil général (données Perceaval) - INSEE (données 2006)

Répartition des bénéficiaires du RMI présents au 31/12/2008 selon le niveau d'études par zone d'emploi



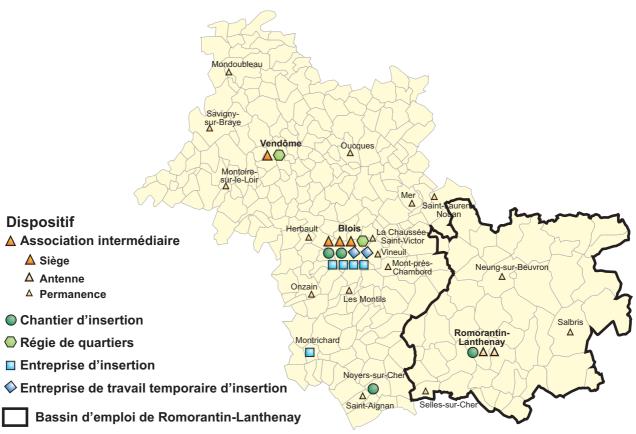
- Niveaux Vbis ou VI (fin de scolarisation obligatoire, sans diplôme, sans scolarité)
- Niveau V (diplôme de niveau BEP, CAP)
- Niveau I à IV (niveau bac ou plus)

D'après source : Conseil général (données Perceaval)

L'offre d'insertion

Une offre restreinte

Localisation des structures d'insertion par l'activité économique au 1/01/2009



D'après sources : DDTEFP - SIAE

Nombre de salariés en insertion par dispositif en 2008

<u>Avertissement</u>: Les salariés en insertion au sein des Al Eclair ou Eureka sont comptabilisés en totalité sur Blois même s'ils sont suivis sur les lieux de permanence ou dans les antennes répartis dans les autres bassins d'emploi.

	Bassin d'emploi		Loir-e	t-Cher
	Nombre Nombre de de salariés		Nombre de	Nombre de salariés
	structures	en insertion	structures	en insertion
Associations intermédiaires	0	-	4	1 304
Chantiers d'insertion	1 (2)	43	4 (5)	147
Régies de quartiers	0	-	2 (4)	93
Entreprises d'insertion	0	-	5	61
Entreprise de travail temporaires d'insertion	0	-	2	245
Total	1	43	16*	1 850

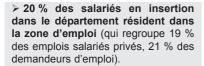
^{*} L'association Bio-Solidaire gère une entreprise d'insertion et deux chantiers d'insertion. Elle n'est comptabilisée qu'une fois dans le total.

D'après source : DDTEFP

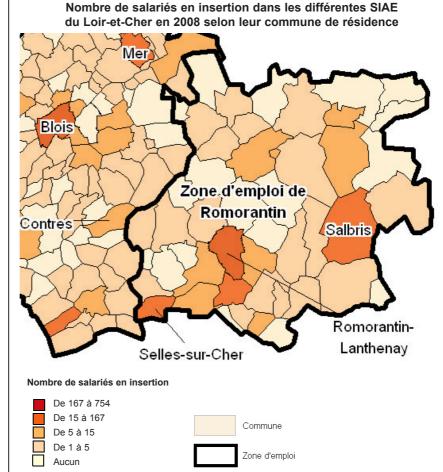
> E&S a permis l'embauche de 43 salariés en 2008 (40 en 2007), représentant 33,82 équivalents temps plein.

> 16 structures d'insertion par l'activité économique étaient en activité en Loir-et-Cher au 31 décembre 2008 dont 1 seule sur le bassin d'emploi de Romorantin (E&S Sologne qui gère deux antennes d'associations intermédiaires basées sur la ville de Romorantin et 3 permanences réparties sur le territoire.

Répartition géographique des salariés en insertion en 2008

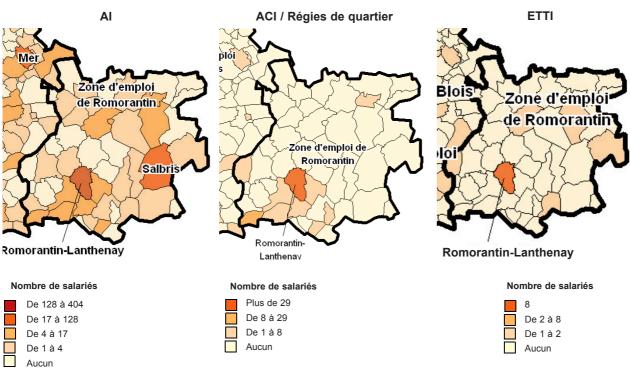


- > Selon les données recueillies par Opus 3, le quart des salariés des Al du Loir-et-Cher provient du bassin d'emploi ; cette proportion est de 24 % de ceux des chantiers.
- ➤ Les deux entreprises de travail temporaire d'insertion, localisées à Blois, offrent peu de possibilités pour les personnes en difficulté de la zone d'emploi : 5 % des salariés ayant eu une mission en 2008 résidaient en Romorantinais
- > La zone d'emploi ne compte aucun salarié embauché en El.
- > Les deux tiers des communes comptent au moins un salarié travaillant dans une SIAE.
- > E&S Sologne capte principalement un public de proximité (ville de Romorantin et vallée du Cher)
- > Les Al couvrent davantage l'ensemble du territoire en raison du maillage de leurs permanences.
- > 15 salariés en insertion habitent dans la ZUS de Romorantin, soit 7 % de ceux du bassin.



Nombre de salariés en insertion en 2008 selon leur commune de résidence et selon le type de structure

Données et réalisation cartographique : OPUS 3



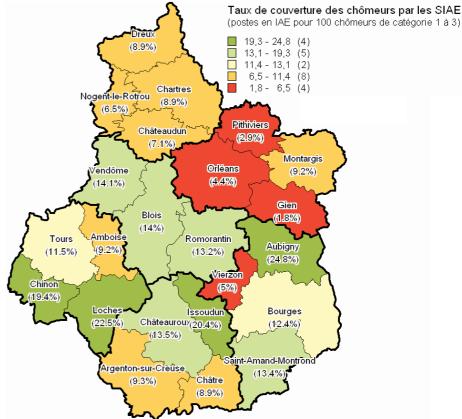
Données et réalisation cartographique : OPUS 3

Un taux d'équipement équilibré entre les zones d'emploi du Loir-et-Cher

- ➤ En moyenne, le département compte près de 14 postes d'insertion pour 100 demandeurs d'emploi (de catégories 1 à 3). Le Loir-et-Cher apparaît donc nettement mieux doté que le Loiret et l'Eure-et-Loir (entre 2 et 9 postes pour 100 chômeurs selon les zones d'emploi) ou que les zones d'emploi d'Amboise, Tours ou Vierzon.

 ➤ L'offre est plutôt équilibrée entre
- ➤ L'offre est plutôt équilibrée entre les trois zones d'emploi : les écarts étant inférieur à 1 poste pour 100 demandeurs d'emploi.
- > On relève cependant que 13 % des postes conventionnés sont localisés dans la zone d'emploi de Romorantin en 2009, soit 30 contrats aidés.





Données et réalisation cartographique : OPUS 3

Des taux de sortie inférieurs à ceux attendus

La circulaire DGEFP n° 2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures de l'insertion par l'activité économique définit **trois catégories** de sorties appelées sorties " dynamiques " :

- Les **sorties vers l'emploi durable** (CDI, CDD ou missions d'intérim de 6 mois et plus, titularisation dans la fonction publique et création d'entreprises) ;

- Les sorties vers "un emploi de transition" (CDD ou missions d'intérim de moins de 6 mois - contrats aidés chez un employeur de droit commun);
- Les **sorties positives** (formations pré-qualifiantes ou qualifiantes, embauches dans une autre SIAE, ...).
- > Tous motifs confondus, 46 % des personnes en insertion sont sorties de la structure en 2008.
- > Les objectifs fixés au plan national fin 2008, et à atteindre dans les trois ans, sont de 60 % minimum pour les sorties dynamiques et 25 % minimum d'insertion dans l'emploi durable.
- ➤ En 2008, aucun salarié n'a bénéficié d'un emploi durable en quittant la structure et seulement 1 sur 5 s'est orienté vers un emploi de transition, une autre structure d'insertion ou une formation.
- ➤ Notons qu'aucun élément n'est disponible sur les taux de sortie d'Al sur la zone d'emploi (les données étant globalisées à Blois).

Nombre et taux de sorties des structures d'insertion en 2008

			Nombre de sorties en emploi positives dy le transition (sel de		Nombre total de sorties
Nombre de salariés sortis	0	3	1	4	20
Taux de sortie	0 %	15 %	5 %	20 %	-

D'après source : DDTEFP

Taux moyen de sorties dynamiques des SIAE en 2008



D'après source : DDTEFP

Taux de sorties sur d'autres dispositifs en 2008

	en emploi durable	d'emploi en emploi de transition ou en formation	en emploi durable	et-Cher en emploi de transition ou en formation
CIVIS*	44,6 %	-	43,7 %	-
Accompagnement professionnel RMI**	-	-	20 %	27 %

^{*} CIVIS : Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (contrat d'accompagnement personnalisé vers l'emploi destiné aux jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle ou sans qualification)

D'après sources : Conseil général de Loir-et-Cher, Missions locales

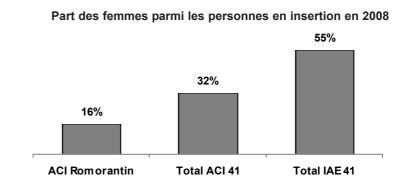
^{** 256} bénéficiaires du RMI ont bénéficié d'un accompagnement professionnel personnalisé. Les sorties en emploi durable intègrent ici la formation qualifiante.

Caractéristiques et indicateurs sur le suivi et l'accompagnement des publics ciblés

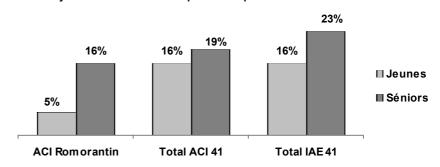
Un public principalement masculin, bénéficiaire du RMI, peu qualifié

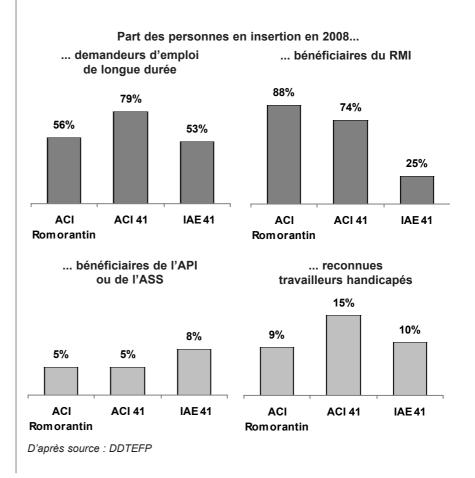
Les caractéristiques des personnes mises à disposition par les AI au sein de la zone d'emploi n'étant pas disponibles, le profil présenté sur cette page n'est donc pas totalement représentatif de celui de l'ensemble des salariés en insertion dans le Romorantinais. Il correspond exclusivement à celui des salariés en insertion à E&S Sologne.

- > La structure accueille un public principalement masculin (84 %), les femmes étant globalement assez peu présentes dans les chantiers du département.
- > Très peu de jeunes y ont été embauchés, l'essentiel des recrutements concernant des bénéficiaires du RMI (88 %).



Part des jeunes et des séniors parmi les personnes en insertion en 2008





- > 7 salariés des chantiers d'insertion du Loir-et-Cher sur 10 n'ont aucun diplôme, 8 sur 10 à Romorantin.
- ➤ Alors que dans certaines structures, et nomment dans les ETTI, une partie du public dispose au moins du niveau bac, E&S Sologne n'a embauché en 2008 que des personnes de niveau V, Vbis ou VI.

Répartition des personnes en insertion en 2008 selon le niveau d'étude et le dispositif d'insertion



- Niveaux Vbis ou VI (fin de scolarisation obligatoire, sans diplôme, sans scolarité)
- Niveau V (diplôme de niveau BEP, CAP)
- Niveau I à IV (niveau bac ou plus)

D'après source : DDTEFP

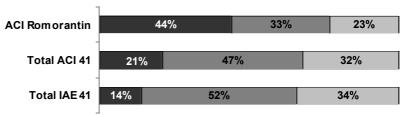
Des difficultés sociales particulièrement marquées

Les données relatives aux difficultés des publics nécessitent une certaine prudence dans l'interprétation. Elles reflètent le sentiment des responsables de structures et sont donc très subjectives.

Les écarts parfois importants entre deux structures et certaines incohérences témoignent des difficultés d'appréhender ces questions. Ils montrent aussi la nécessité d'engager une reflexion pour la mise en place d'outils communs de mesure afin d'avoir une vision plus juste et partagée par tous de la situation sociale des publics en insertion.

- ➤ Globalement, les personnes embauchées à E&S Sologne apparaissent plus éloignées de l'emploi que dans la plupart des autres structures du département. Ainsi, près de 9 sur 10 sont sans qualification ou n'ont aucune expérience professionnelle ; plus de 4 sur 10 n'ont jamais travaillé.
- > Les trois quarts des salariés ne disposent pas du permis de conduire.

Répartition des personnes en insertion en 2008 selon les périodes d'activité professionnelle antérieures

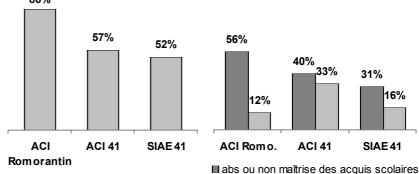


- jamais travaillé en entreprise
- jamais travaillé plus d'un an en continu
- □ connu de longues périodes de salariat

D'après source : DDTEFP

Répartition des personnes en insertion en 2008...

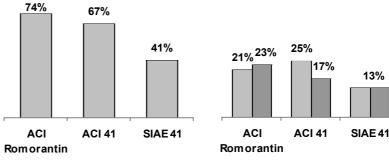
... sans qualification ou sans expérience professionnelle 86% ... en difficulté par rapport aux savoirs de base



■ abs ou non maîtrise des acquis scolaires ■ analphabétisme, illettrisme

... ne disposant pas du permis de conduire

... rencontrant des difficultés de santé



D'après source : DDTEFP

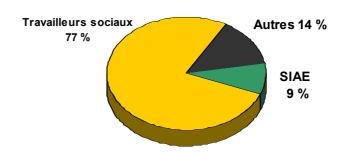
■ hors addiction
■ addiction

L'accompagnement des publics

- > Contrairement aux autres structures du Loir-et-Cher, où bon nombre d'embauches font suite à une candidature spontanée, E&S Sologne ne recrute que sur prescription et très majoritairement par l'intermédiaire des travailleurs sociaux.
- > En 2008, aucune prescription de Pôle emploi ni de la Mission locale n'est enregistrée.
- > La structure n'indique aucune difficulté particulière de recrutement.

Un recrutement uniquement sur prescription

Répartition des salariés en insertion selon l'origine des prescriptions en 2008



D'après source : DDTEFP

L'accompagnement des publics dans leur parcours

- > Un accompagnement social est assuré auprès d'une forte majorité de salariés, tant en interne qu'en externe.
- > Les salariés bénéficient également en interne d'un accompagnement professionnel notamment autour de leur projet professionnel, de la mobilisation à l'emploi, de la formation et de l'adaptation au poste.
- > Des actions de formation ont été conduites en 2008 autour des savoirs de base, de l'éco-citoyenneté ainsi qu'une formation d'agent d'entretien.

Préparation de la sortie

- > La préparation de la sortie se fait **dès l'embauche**, comme c'est le cas dans les deux tiers des structures du département.
- > Un **travail conséquent** est réalisé en interne pour favoriser le **placement des personnes** à l'issue de leur parcours (CV, préparation des entretiens d'embauche, techniques de recherche d'emploi, etc.).

L'intervention des partenaires dans les parcours

- ➤ Le partenariat avec Pôle emploi n'est pas formalisé. Celui-ci intervient dans le recrutement, la mobilisation de mesures d'accompagnement et la cohérence des parcours. Un partenariat similaire est établi avec le CCAS et le Conseil général. Avec ce dernier, il est formalisé.
- \succ Peu d'échanges sont évoqués avec la Mission locale et aucun avec Prométhée.
- > Des liens étroits se sont tissés avec d'autres SIAE, notamment au sein du collectif Inseréco41 : co-traitance, organisation et suivi de parcours, formations, etc.
- > Seul autre partenaire privé de la structure : le MEDEF, régulièrement rencontré.

L'offre de formation

Formation linguistique

A Lire propose 2 actions de formation en linguistique dans la zone d'emploi de Romorantin au cours du premier semestre 2009. Elles sont destinées à un public débutant ou intermédiaire et ne sont pas rémunérées.

Elles sont programmées selon le tableau ci-dessous.

Commune	Rythmes	Nb de places	Volume d'heures	
Romorantin	12 h	9	1 350	
Salbris	12 h	2	300	

Source : Conseil régional

Programmation 2009 des actions de formation financées par la région

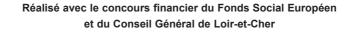
Commune	Organisme	Intitulé action	Nb	Niveau	Niveau	Durée	Durée
			de places	entrée	sortie	centre	entreprise
Romorantin	ERFSS -	Préparatoire aux métiers Sanitaires et Sociaux	,				
	Croix Rouge	(co-financement Conseil général)	12	V bis	V bis	280	140
	GRETA	Dispositif d'insertion professionnelle					_
		(co-financement Etat)	73	VI	VI	233	140
	Retravailler	Soyons professionnels!	11	IX	IX	70	0
		Une semaine pour découvrir					
		les métiers du Bâtiment	11	V bis	V bis	35	0
	AFPA	Pré-professionnalisation bâtiment	8	V bis	V bis	420	70
Salbris	ISMER	Préparation à la création d'entreprise	12	V	V	66	0

Source : Conseil régional











Directeur de la publication : Alain QUILLOUT

Publication électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

